

s'agit de la North American Integrated Food Processors Ltd., qui désire produire 640,000 porcs par année, parce qu'il est possible, en Alberta, d'acheter du grain à meilleur marché que dans les provinces de l'Est.

Monsieur le président, devant tous ces faits, les producteurs sont inquiets et, encore une fois, nous ne demandons pas de préférence, mais des avantages égaux. Nous estimons qu'il existe un marché de produits finis un peu plus grand dans les provinces de l'Est que dans les provinces de l'Ouest. Nous sommes prêts à subir l'existence d'un écart entre l'Est et l'Ouest dans ce domaine-là, mais nous n'accepterons pas qu'on continue à appliquer une telle politique.

C'est tellement vrai, monsieur le président, que s'il existe un marché dans les provinces de l'Est, et si nous ne voulons pas nous occuper de ce marché, ces provinces n'auront pas d'autre choix que d'acheter des grains à des prix concurrentiels. La situation, actuellement, ne se présente pas, parce qu'il existe une rareté mondiale de grains, mais j'espère que la solution à laquelle nous allons en venir reflètera non pas la situation présente, mais ce que nous avons connu au cours des dernières années.

Alors, ce problème-là est des plus complexe. Il nous faut préserver un marché de l'Ouest, un marché de consommation de l'Est et sauver notre marché d'exportation. Ce problème est des plus complexe, mais je dis au ministre que la province de Québec, comme les provinces Maritimes, mais d'une façon un peu plus spéciale, ne pourra pas accepter une formule de compromis. Si nous établissons un prix de vente pour les grains, et si nous ajoutons une subvention au transport d'un produit fini, nous appelons cela une solution de compromis, et cette solution-là ne sera certainement pas acceptée. Nous désirons qu'on en vienne à une formule d'équité pour l'Est et l'Ouest, mais nous n'accepterons pas de demi-mesure.

J'aurais aimé entendre le député de Crowfoot faire ses suggestions au sujet de l'amélioration de la situation relative aux grains de provende. J'aurais aimé entendre le député de Crowfoot nous dire quel sera le rôle joué par les organismes provinciaux de commercialisation, en ce qui a trait aux grains. Quels seront le rôle et les objectifs de ces organismes, en Alberta, par exemple, en ce qui a trait à la commercialisation des grains? J'aurais aimé entendre l'honorable député sur ce sujet, mais il n'a fait aucune suggestion; il s'est tout simplement contenté de critiquer.

Je termine, monsieur le président . . .

● (2250)

[Traduction]

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. Je regrette d'avoir à interrompre le député, mais le temps qui lui était alloué par l'ordre spécial rendu plus tôt est expiré. Le député de Roberval (M. Gauthier).

[Français]

M. C.-A. Gauthier (Roberval): Monsieur le président, je me dois d'abord de féliciter l'honorable député de Saskatoon-Biggar (M. Gleave) d'avoir présenté sa motion et donné à ses collègues l'occasion de prendre la parole sur un sujet des plus actuels pour les agriculteurs du Canada, tant de l'Est que de l'Ouest, afin de demander au gouvernement d'annoncer enfin sa vraie politique relative aux grains de provende.

J'ai compris ce soir, après avoir entendu le ministre responsable de l'Office canadien des provendes, de la Commission canadienne du blé (M. Lang) et le ministre de l'Agriculture (M. Whelan), que nous ne pourrions avoir

Grains fourragers

plus de renseignements, parce qu'il a remis sa déclaration à plus tard. Mais tout de même, cela nous donne l'avantage de connaître un peu l'opinion des gens de l'Ouest comme ceux de l'Est et nous donne l'impression, ce soir, que les agriculteurs de l'Ouest luttent farouchement pour sembler sauver la Commission canadienne du blé.

On semble croire, que les agriculteurs de l'Est veulent la tête de la Commission canadienne du blé. Ce n'est pas cela du tout! Les agriculteurs de l'Est veulent tout simplement que le gouvernement intervienne dans cette discussion et rende un jugement équitable.

Nous estimons que la Commission du blé, qui est le syndicat par excellence de tous les producteurs de céréales de l'Ouest a toujours fait un bon travail. Les agriculteurs doivent continuer à avoir l'appui de leur Commission, comme nous, dans l'Est, avons celui de l'UPA, qui défend les intérêts des agriculteurs. Personne ne peut nous empêcher de prendre la part de l'UPA et de lui demander de protéger les agriculteurs.

Mais il ne faudrait pas pour cela que la Commission canadienne du blé devienne le cartel de l'Ouest par excellence contre qui le gouvernement ne pourrait rien. Voilà pourquoi je dis ce soir que la Commission canadienne du blé n'est certainement pas supérieure à l'Office canadien des provendes, comme l'UPA n'est pas supérieure. Il s'agit d'une organisation privée, de l'organisme des producteurs de l'Ouest comme l'UPA est l'organisme des producteurs de l'Est et, à mon avis, l'Office canadien des provendes, qui est l'organisme gouvernemental par excellence, doit avoir la priorité sur la Commission canadienne du blé. Durant les dernières années, les gouvernements qui se sont succédé ont trop «donné de corde», sur le plan commercial, à la Commission canadienne du blé. Voilà pourquoi, aujourd'hui, elle se croit tout permis et estime qu'elle peut contrôler le gouvernement. Nous n'entendons pas ceci de la même oreille. C'est pourquoi nous demandons au gouvernement, à l'honorable ministre, d'intervenir et de régler une fois pour toutes ce fameux problème de l'Office canadien des provendes, à l'avantage des agriculteurs de l'Ouest, très bien, mais aussi à l'avantage et en respectant les droits des producteurs de l'Est.

L'honorable ministre disait tout à l'heure que le Canada a adopté une politique de production de viande et de lait sans cesse progressive. Or, je serais bien heureux de pouvoir le féliciter, mais dans notre région, du moins, nous n'avons pas cette impression-là, parce que la politique relative au lait régresse sans cesse; plus de 30 ou 35 p. 100 des troupeaux laitiers ont été abattus, parce que les producteurs ne pouvaient plus vivre sur leurs terres.

Le problème de la viande devient aussi grave que celui du blé. J'entendais un député du Nouveau parti démocratique, tout à l'heure, parler du problème du blé et dire que l'an prochain, on manquerait de blé. Je le crois un peu, étant donné la politique de «peut-être» et les programmes douteux qui existent actuellement.

Monsieur le président, les députés du Nouveau parti démocratique sont allés jusqu'à avancer que les agriculteurs de la province de Québec payaient le blé meilleur marché que ceux de l'Ouest. On a même entendu dire: On paie le blé, nous autres de l'Ouest, au-delà d'un dollar le boisseau. Pour donner un exemple relatif au Québec, voici des chiffres qui viennent d'être publiés par les producteurs, et je cite un éditorial paru dans *Le Coopérateur agricole*:

Encore les provendes—Des coûts désastreux.

Au moment où nous écrivons ces lignes, le prix du tourteau de soya 49% en vrac sur rail à Montréal vaut \$472 la tonne comparati-